

Déclaration du POED sur le troisième Forum Asie-Pacifique pour le développement durable

3-5 avril 2016 | Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique

Le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED)¹ s'unit aux organisations de la société civile (OSC) de la région pour défendre les intérêts de la population dans le cadre du troisième Forum Asie-Pacifique pour le développement durable (APFSD).² La société civile attire l'attention sur les lacunes du programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), en soulignant les répercussions du militarisme croissant et de la marginalisation persistante des femmes dans la région. Pour mettre efficacement en œuvre ce nouveau programme de développement durable, en donnant la priorité aux plus défavorisés, la société civile demande l'ouverture d'espaces de participation, ainsi que des garanties de transparence dans les processus et de responsabilisation de l'ensemble des parties concernées dans tous les aspects de cet effort mondial.

Des avancées insuffisantes dans des décisions non décisives

Le POED se félicite du fait que certains États membres aient réaffirmé l'importance de l'APFSD en tant que plate-forme incontournable pour l'apprentissage et le suivi de la mise en œuvre des ODD.

Toutefois, cela n'est pas suffisant. L'indécision et les divergences de points de vue des États membres ont conduit le Forum dans une impasse. Au lieu de donner lieu à une feuille de route qui ouvrirait la voie à un effort régional censé compléter le processus du programme 2030, le débat est retombé pour se centrer sur la valeur de l'APFSD en tant que forum.

Le POED souligne que l'APFSD n'est pas qu'un simple forum de suivi et d'évaluation. Il a pour vocation de refléter le contexte et les priorités de la région, et plus encore, les aspirations de la population à l'égard du programme 2030. Pour qu'un processus régional comme celui de l'APFSD se déroule en synergie avec le processus mondial, il faut mettre la barre plus haut.

La décision de ne pas aller de l'avant en ce qui concerne la feuille de route représente par conséquent un dur revers non seulement pour la région mais aussi pour l'ensemble du processus du programme 2030. L'ajournement des discussions concernant la feuille de route au niveau régional jusqu'au Forum politique de haut niveau illustre le refus des États membres d'assumer leur devoir de rendre des comptes. Ces pays ont ainsi invoqué une excuse médiocre en signalant que les processus régionaux représentaient un fardeau supplémentaire et une duplication des mécanismes déjà en place.

1 Le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement est une plate-forme ouverte œuvrant pour améliorer le développement. Elle rassemble plus de 4 000 organisations communautaires, syndicats, organisations confessionnelles, associations de jeunes, mouvements féministes, groupements autochtones et ONG du monde entier.

2 L'APFSD se tient sous l'égide de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Ce forum vise à instaurer un processus de consultation à long terme entre les pays de la région, des organisations du système des Nations Unies et d'autres parties prenantes telles que la société civile. Cette année, l'APFSD devait être l'occasion pour la région de définir ses priorités avec précision et de convenir d'une feuille de route pour mettre en œuvre le Programme 2030 à l'échelle régionale. La participation des OSC à l'APFSD remonte au Mécanisme régional de participation des OSC en Asie-Pacifique (AP-RCEM), une plate-forme régionale unique, ouverte et inclusive fondée et dirigée par les OSC, qui travaille en partenariat avec le système des Nations Unies. L'AP-RCEM possède 17 groupes constitutifs, élargis d'après les neuf (9) groupes principaux de l'ONU, et s'engage dans la campagne en faveur de la Justice du développement, un cadre fondé sur la réduction des inégalités dans plusieurs domaines

Le blocage de la feuille de route régionale n'est pas l'unique source de préoccupation des OSC. En effet, l'espace à octroyer aux OSC a également fait l'objet de vives controverses entre les États membres au cours du forum, aussi bien lors des rencontres informelles que dans le cadre des séances officielles. Les États membres ont même soupesé la possibilité de faire de l'APFSD un forum strictement intergouvernemental, lui ôtant ainsi son caractère multipartite.

Il a été convenu de maintenir l'APFSD, ce qui représente en soit une décision importante. Cependant, l'absence d'accord concernant la feuille de route et le report des discussions au Forum politique de haut niveau freinera le processus et empêchera la région Asie-Pacifique de progresser dans cette voie pour le moment.

Les OSC font avancer les choses

Il reste encore beaucoup à faire pour que les OSC puissent constater l'établissement d'un espace de dialogue institutionnalisé pour la société civile dans la région.

Les gouvernements doivent comprendre qu'une feuille de route régionale n'a pas vocation à être un nouveau processus qui appesantira leur travail ; leur mandat principal réside toujours dans le Forum politique de haut niveau de l'ONU. La feuille de route et l'APFSD serviront plutôt à compléter et à renforcer le processus de suivi et d'évaluation du Programme 2030 tout en aidant les pays qui sont le plus en retard.

À mesure que les préparatifs du Forum politique de haut niveau définissent la marche à suivre, les CSO doivent être à l'affût des événements importants qui influencent les thématiques et les décisions critiques qui seront prises lors de ce Forum. Le POED et les autres OSC doivent donc avoir des objectifs clairs et assurer une participation significative de la société civile sur le chemin menant au Forum politique de haut niveau.

Nous devons veiller tout particulièrement à ce que les progrès réalisés ne se situent pas en-deçà des attentes. Nous devons continuer à faire pression afin d'institutionnaliser un espace de dialogue pour la société civile à tous les niveaux et garantir une transparence et une responsabilisation maximales dans les moyens de mise en œuvre du Programme 2030.